

[print](#)

## La lutte contre l'EI, un écran de fumée pour masquer la mobilisation US contre la Syrie et l'Iran

De [Mahdi Darius Nazemroaya](#)

Global Research, octobre 01, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-lutte-contre-lei-un-ecran-de-fumee-pour-masquer-la-mobilisation-us-contre-la-syrie-et-iran/5405581>

La menace de l'EIIL, ou EI, est de la poudre aux yeux. La force de l'EIIL a été délibérément gonflée pour que le public soutienne le Pentagone et pour justifier les bombardements illégaux de la Syrie. Elle est utilisée également pour justifier la mobilisation de ce qui apparaît de plus en plus comme un déploiement militaire massif, dirigé par les États-Unis, au Moyen-Orient. La puissance de feu et les moyens militaires engagés dépassent ce qui est nécessaire pour combattre les escadrons de la mort de l'EIIL.

Alors que les États-Unis ont assuré leurs citoyens et le monde qu'aucun soldat ne serait envoyé sur le terrain, cela est très peu probable. C'est peu probable tout d'abord parce qu'il faut des soldats sur le terrain pour identifier et choisir les cibles. De plus, Washington considère que la campagne contre les combattants de l'EIIL va durer des années. C'est un double discours. Il s'agit en fait d'un déploiement militaire permanent ou, dans le cas de l'Irak, d'un redéploiement. Cette force pourrait être transformée par la suite en une plus grande force d'attaque qui menacerait la Syrie, l'Iran et le Liban.

## Un dialogue sur la sécurité entre les États-Unis et la Syrie et entre les États-Unis et l'Iran?

Avant le début des bombardements américains en Syrie, des informations non vérifiées avaient commencé à circuler que Washington avait entamé, par l'intermédiaire de canaux russes et irakiens, un dialogue avec Damas pour discuter de coordination militaire et de la campagne de bombardements du Pentagone. Ces rapports avaient quelque chose d'étrange. Les agents de confusion étaient à l'oeuvre pour légitimer les bombardements de la République arabe syrienne.

Les allégations d'une coopération entre les États-Unis et la Syrie par l'entremise de canaux russes et irakiens font partie d'une série d'articles d'intoxication et de désinformation. Les affirmations de coopération des États-Unis avec la Syrie ont été précédées d'affirmations similaires au sujet d'une coopération entre les



États-Unis et l'Irak en Irak.



Il y a quelques semaines, Washington et les médias américains avaient laissé entendre qu'un accord de coopération militaire avait été conclu entre Washington et Téhéran pour combattre l'EIL et coopérer à l'intérieur de l'Irak. Cela avait été démenti catégoriquement et dénoncé comme de la désinformation par de nombreuses personnes de l'establishment politique iranien et par des commandants militaires iraniens de haut rang.

Après que les Iraniens aient dit clairement que les affirmations de Washington étaient de la fiction, les États-Unis ont déclaré qu'il ne serait pas pertinent que l'Irak se joigne à une coalition anti-EIL. L'Irak a réfuté tout cela. Washington était malhonnête et déformait les faits parce que les responsables américains avaient demandé plusieurs fois à Téhéran de se joindre à la coalition anti-EIL.

Avant de recevoir son congé de l'hôpital après une chirurgie de la prostate, l'Ayatollah Ali Khamenei, qui occupe le poste le plus élevé de la République islamique d'Irak, a déclaré à la télévision iranienne le 9 septembre 2014 que les États-Unis avaient demandé à trois reprises que Téhéran et Washington coopèrent en Irak. Il a expliqué que l'ambassadeur des États-Unis en Irak avait transmis un message à l'ambassadeur d'Irak dans lequel il demandait à l'Irak de se joindre aux États-Unis, alors que, dans ses propres mots, « le même [John Kerry]— qui avait déclaré devant les caméras et devant le monde entier qu'il ne voulait pas que l'Irak coopère avec eux— a demandé à M. Zarif [ministre iranien des Affaires étrangères de l'Irak] que l'Irak coopèrent avec eux sur cette question, mais M. Zarif a refusé cette [demande] ». La troisième demande a été faite par la sous-secrétaire américaine Wendy Sherman au vice-ministre des Affaires étrangères iranien Abbas Araghchi.

De plus, Khamenei a catégoriquement exclu toute coopération avec Washington sur la question. « Sur cette question, nous n'allons pas coopérer avec l'Amérique notamment parce qu'elle a les mains sales », a-t-il publiquement confirmé tout en expliquant que Washington avait de mauvaises intentions et des visées malveillantes en Irak et en Syrie.

Comme la Russie, l'Irak soutient la Syrie et l'Irak contre l'EIL. Tout comme Moscou, Téhéran s'est également engagé à combattre l'EIL, mais ne se joindra pas à la coalition anti-EIL de Washington.

## Nouvelle(s) invasion(s) et projets de changement de régime en préparation?

Comme cela a été révélé le 20 juin 2014, pour Washington le gouvernement fédéral de Nouri Al-Malaki à Bagdad devait être écarté parce qu'il avait refusé de se joindre au siège américain de la Syrie, s'était aligné sur l'Irak, avait vendu du pétrole aux Chinois et avait acheté des armements à la Russie. La décision de l'Irak de participer à la construction du gazoduc Iran-Irak-Syrie a également contrarié les plans des États-Unis et de leurs alliés pour gagner le contrôle des flux d'énergie du Moyen-Orient et entraver l'intégration eurasiennne.[1]



Le gouvernement Al-Malaki à Bagdad a commis deux autres péchés capitaux impardonnables aux yeux de Washington. Cependant, ces offenses doivent d'abord être



replacées dans leur contexte géopolitique.

Souvenez-vous du slogan du gouvernement Bush II après le 11 Septembre, 2001, au début de sa série de guerres ? C'était le suivant: « N'importe qui peut aller à Bagdad, mais les vrais hommes vont à Téhéran ! » Ce que voulait dire ce slogan belliciste est que le Pentagone considérait que le chemin de

Téhéran passait pas Bagdad et Damas.[2]

Comme pour la Syrie, les péchés capitaux du gouvernement Al-Malaki sont liés au fait qu'il bloquait le chemin de Téhéran. En premier lieu, le gouvernement irakien avait expulsé le Pentagone d'Irak à la fin de 2011, ce qui avait forcé les États-Unis à retirer les troupes américaines directement stationnées à la frontière occidentale de l'Iran. En second lieu, le gouvernement fédéral irakien cherchait à expulser les militants iraniens hostiles et à fermer le Camp d'Ashraf, qui pouvaient être utilisés dans une guerre ou des opérations de changement de régime contre l'Iran.

Le camp d'Ashraf était la base de l'aile militaire de l'Organisation des moudjahidines du peuple iranien (OMPI). L'OMPI est une organisation antigouvernementale iranienne qui a comme objectif le changement de régime à Téhéran. Cette organisation a même ouvertement appuyé les attaques menées par les États-Unis contre l'Iran et la Syrie.

Bien que le gouvernement américain ait inscrit l'OMPI sur sa liste d'organisations terroristes, quand les États-Unis et la Grande-Bretagne, leur fidèle allié, ont envahi l'Irak, Washington a commencé à resserrer ses liens avec l'OMPI. Paradoxalement, les États-Unis et la Grande-Bretagne avaient hypocritement utilisé le soutien de Saddam Hussein à l'OMPI pour qualifier l'Irak d'État soutenant le terrorisme et également justifier l'invasion anglo-américaine de l'Irak. Depuis, les États-Unis protègent l'OMPI.

Depuis 2003, les États-Unis financent l'OMPI. Washington protège l'OMPI pour, d'une part, faire pression sur Téhéran et, d'autre part, se garder la possibilité de l'installer au pouvoir à Téhéran dans le cadre d'une opération de changement de régime contre l'Iran. L'OMPI a littéralement été incorporée à l'arsenal du Pentagone et de CIA contre Téhéran. Même après que les États-Unis aient transféré le contrôle du Camp d'Ashraf à Bagdad, le Pentagone a maintenu des troupes à l'intérieur du camp de l'OMPI.

En 2012, les forces de l'OMPI ont été transférées à l'ancienne base militaire américaine de Camp Liberty, qui est maintenant appelé par un nom arabe, le Camp Hurriya.

Le chef du bureau d'Istanbul du *Christian Science Monitor*, Scott Peterson, explique que les responsables américains ont commencé à réellement soutenir l'OMPI au début du printemps arabe en 2011. Ce soutien est lié aux rêves de changement de régime de Washington. Scott Peterson écrit que les responsables américains « parlent rarement du passé violent et anti-américain de l'OMPI et présentent ce groupe non pas comme des terroristes mais comme des combattants de la liberté ayant 'des valeurs semblables aux nôtres', comme des démocrates en attente prêts à servir d'avant-garde au changement de régime en Iran. »[3]

## Washington n'a pas abandonné ses rêves

## de changement de régime à Téhéran

Washington n'a pas abandonné ses rêves de changement de régime à Téhéran. Est-ce une coïncidence que le soutien des États-Unis et de l'Union européenne à l'OMPI augmente alors que la menace de l'EIL en Irak commence à recevoir une grande attention ?

Le 27 juin 2014, 600 parlementaires et hommes politiques, pour la plupart des pays de l'OTAN, ont participé à un grand rassemblement de l'OMPI à Villepinte, en banlieue nord-est de Paris. La demande principale de ce rassemblement était un changement de régime en Iran. Des fauteurs de guerre et des personnalités sans scrupules comme l'ex-sénateur des États-Unis Joseph Lieberman, le porte-parole et apologiste d'Israël Alan Dershowitz, l'ancien représentant du gouvernement Bush II et commentateur à Fox News John Bolton, l'ancien maire de New York Rudy Giuliani, et l'ancien ministre français et ancien chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (MINUK) Bernard Kouchner ont participé à ce rassemblement de l'OMPI pour promouvoir la guerre et le changement de régime. Selon l'OMPI, il y avait plus de 80 000 personnes à ce rassemblement de changement de régime. Des partisans des insurrections en Irak et en Syrie étaient également présents au rassemblement de Villepinte et ont appelé à un changement de régime en Irak, en Syrie et en Iran.

L'ironie est que cet événement a été financé probablement par le gouvernement américain lui-même. Les alliés des États-Unis ont probablement contribué aussi. Ce financement a servi aux activités de lobbying de l'OMPI auprès du Congrès américain et du Département d'État des États-Unis, qui fait du recyclage d'argent. Des gens comme Rudy Giuliani – probablement l'un des maires les plus détestés de l'histoire de la ville de New York jusqu'aux événements tragiques du 11 septembre – sont maintenant dans les faits des lobbyistes de l'OMPI. Selon le *Christian Science Monitor*, « un grand nombre de ces anciens hauts responsables américains – qui représentent l'ensemble de l'éventail politique – ont été payés des dizaines de milliers de dollars pour parler en faveur de l'OMPI. »[4]

Rudy Giuliani participe aux événements de l'OMPI depuis au moins 2010. En 2011, il a réclamé publiquement un changement de régime à Téhéran et à Damas lors d'un rassemblement de l'OMPI. « Que diriez-vous si nous faisons suivre le printemps arabe par un été persan ? » a-t-il déclaré rhétoriquement.[5] Mais la phrase suivante de Giuliani montre bien que le soutien à l'OMPI est un produit de la politique étrangère des États-Unis: « Nous avons besoin d'un changement de régime en Iran, plus que nous en avons besoin en Égypte, ou en Libye, et tout autant que nous en avons besoin en Syrie ».[6]

Le sénateur John McCain, partisan de la guerre et ami de Joseph Lieberman, n'a pas pu se déplacer, mais il s'est adressé par vidéo à ce rassemblement pour le changement de régime de la banlieue parisienne de Seine-Saint-Denis. Le représentant Edward Royce, président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, a également envoyé un message vidéo d'appui à un changement de régime en Iran, tout comme le sénateur Carl Levin et le sénateur Robert Menendez.

Des délégations importantes des États-Unis, de France, d'Espagne, du Canada et d'Albanie étaient présentes. En plus des personnes déjà mentionnées, parmi les participants américains au rassemblement du 27 juin 2014, il y avait:

1. Newt Gingrich, ancien président de la chambre basse (Chambre des représentants) du Congrès bicaméral des États-Unis;
2. John Dennis Hastert, un autre ancien président de la Chambre des

représentants;

3. George William Casey Jr., commandant de la Force multinationale en Irak qui a envahi et occupé l'Irak ;
4. Hugh Shelton, cadre dans l'industrie des logiciels et ancien chef d'état-major des armées des États-Unis;
5. James Conway, ancien commandant du Corps des Marines des États-Unis;
6. Louis Freeh, ancien directeur du Federal Bureau of Investigation (FBI);
7. Lloyd Poe, le représentant des États-Unis qui est (1) membre de la Sous-commission sur l'Europe, l'Eurasie et les nouvelles menaces, et (2) Président de la Sous-commission sur le terrorisme, la non-prolifération et le commerce de la Chambre des représentants;
8. Daniel Davis, membre de la Chambre des représentants des États-Unis (Illinois);
9. Loretta Sánchez, membre de la Chambre des représentants des États-Unis(Californie);
10. Michael B. Mukasey, ancien procureur général des États-Unis;
11. Howard Dean, ancien gouverneur du Vermont;
12. William Richardson, ancien secrétaire américain de l'énergie ;
13. Robert Torricelli, ancien membre de la Chambre des représentants des États-Unis et ancien sénateur du Sénat des États-Unis; il est actuellement le représentant légal de l'OMPI en Irak;
14. Frances Townsend, ancienne conseillère de George W. Bush Jr. pour la sécurité intérieure;
15. Linda Chavez, ancienne directrice des relations publiques de la Maison-Blanche;
16. Robert Joseph, ancien sous-secrétaire d'État qui a dirigé 1) le Bureau de contrôle des armements, (2) le Bureau de la sécurité internationale et de la non-prolifération et (3) le Bureau des affaires politico-militaires;
17. Philip Crowley, ancien assistant-secrétaire d'État chargé des affaires publiques;
18. David Phillips, ancien chef de la police militaire américaine qui a réorganisé la police irakienne et était responsable de la protection du camp d'Achraf et de la détention de Saddam Hussein;
19. Marc Ginsberg, premier vice-président de la firme de relations publiques APCO Worldwide, ancien ambassadeur des États-Unis et ancien conseiller de la Maison Blanche pour la politique au Moyen-Orient.

Comme la présence américaine, la présence française comprenait des personnalités politiques et des élus. En plus de Bernard Kouchner, parmi les participants notables de la France il y avait:

1. Michèle Alliot-Marie, une femme politique française qui a assumé les portefeuilles ministériels de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères;
2. Rama Yade, vice-présidente du Parti Radical, un parti conservateur français;
3. Gilbert Mitterrand, président de la Fondation France Liberté, une organisation des droits de l'homme centrée sur les groupes ethniques comme les Kurdes, les Tchétchènes et les Tibétains;
4. Martine Valleton, maire de Villepinte.

D'Espagne, parmi les personnes notables présentes, il y avait:

1. Pedro Agramunt Font de Mora, président du groupe parlementaire du Parti populaire européen (PPE) à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe;
2. Jordi Xucla, président du groupe parlementaire Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe au Conseil de l'Europe;
3. Alejo Vidal-Quadras, un homme politique espagnol et ancien vice-président du Parlement européen de l'Union européenne;

4. José Luis Rodriguez Zapatero, ancien premier ministre d'Espagne (qui était accompagné de son épouse, Sonsoles Espinosa Díaz).

Parmi les autres participants de pays euro-atlantiques, il y avait:

1. Pandli Majko, ancien premier ministre de l'Albanie;
2. Kim Campbell, ancienne première ministre du Canada;
3. Geir Haarde, ancien premier ministre d'Islande;
4. Ingrid Betancourt, ancienne sénatrice de la Colombie;
5. Alexander Carile, membre de la Chambre des Lords britannique, la chambre haute du Parlement britannique;
6. Giulio Maria Terzi, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Italie;
7. Adrianus Melkert, ancien dirigeant du Parti travailliste hollandais et ancien représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en Irak.

Non seulement le changement de régime a été discuté, mais la crise transfrontalière en Irak et en Syrie a été un sujet majeur de ce rassemblement. Fox News a donné une couverture médiatique spéciale à l'événement. Alors qu'en juillet, la direction de l'OMPI avait condamné le soutien de l'Iran au gouvernement fédéral irakien dans sa lutte contre l'EIL, depuis que les États-Unis ont commencé à combattre l'EIL elle a choisi de se taire.

Avant ce rassemblement sur le changement de régime, la dirigeante de l'OMPI, que l'OMPI a désignée comme future présidente de l'Iran en 1993, a même rencontré à Paris, le 23 mai 2014, le chef du Conseil national syrien fantoche, Ahmed Jarba, pour discuter de coopération.

## **Changement de régime à Damas par « dérapage de la mission » en Syrie**

La campagne de bombardement des États-Unis en Syrie est illégale et une violation de la Charte des Nations unies. C'est pourquoi le Pentagone a pris soin de déclarer que cette campagne de bombardements, dirigée par les États-Unis, était motivée par la menace d'une attaque « imminente » sur le territoire des États-Unis. Cette allégation destinée à donner une couverture légale aux bombardements du territoire syrien vient d'une interprétation déformée de l'Article 51 de la Charte de l'ONU qui autorise un pays membre de l'ONU à attaquer un autre pays si une attaque imminente contre un pays membre de l'ONU par ledit pays est sur le point d'avoir lieu.

Barack Obama et le gouvernement américain ont fait de leur mieux pour semer la confusion et brouiller la réalité par une série de différentes mesures destinées à légitimer la violation du droit international que sont leurs bombardements de la Syrie sans l'autorisation de Damas. Bien que l'ambassadrice des États-Unis aux Nations unies, Samantha Powers, ait informé le représentant permanent de la Syrie auprès de l'ONU que des frappes, dirigées par les États-Unis, allaient avoir lieu sur le gouvernorat de Racca, informer Bashar Al-Jaafari par une notification formelle unilatérale ne peut être considéré comme recevoir le consentement légal de la Syrie.

Les frappes, sous commandement des États-Unis, contre la Syrie n'ont pas non plus l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU. Cependant, le gouvernement américain a essayé de faire passer la réunion du Conseil de sécurité du 19 septembre 2014, que John Kerry a présidée, comme un signe que le Conseil de sécurité des Nations unies et la communauté internationale appuyaient sa campagne de bombardements.

Ce n'est pas non plus une coïncidence qu'au moment même où les États-Unis formaient leur coalition multinationale pour combattre l'EIL et son pseudo califat, John Kerry mentionnait commodément que la Syrie avait violé la Convention sur les armes chimiques (CAC). Tout en admettant que la Syrie n'avait pas utilisé de matériel interdit par la CAC, Kerry a dit aux parlementaires américains que Damas avait manqué à ses engagements en vertu de la CAC le 18 septembre 2014. En d'autres termes, Washington a l'intention de s'en prendre à la Syrie et de provoquer un changement de régime à Damas. Si cela ne confirme pas les intentions de Washington, alors le fait que les États-Unis veulent utiliser l'Arabie saoudite pour entraîner de nouvelles forces anti-gouvernementales le devrait.[7]

La stratégie de provocation des États-Unis pour justifier leur campagne de bombardements contre la Syrie a pour but de créer un prétexte pour élargir cette campagne de frappes aériennes illégale, dirigée par les États-Unis, commencée le 22 septembre 2014.

Ce que les États-Unis prévoient est une campagne de bombardements à long terme, qui menace aussi le Liban et l'Iran. Selon Ali Khamenei, les États-Unis veulent bombarder l'Irak et la Syrie en utilisant l'EIL comme un écran de fumée, en suivant le modèle établi au Pakistan. Plus exactement, la situation devrait être appelée le modèle AfPak (l'Afghanistan et le Pakistan comme un seul théâtre d'opération). Les États-Unis ont utilisé les répercussions de l'instabilité en Afghanistan et l'expansion des talibans au Pakistan comme un prétexte pour bombarder ce pays. L'Irak et la Syrie ont été fusionnés en une seule zone de conflit, qu'Ibrahim Al-Marashi, usant de néologisme, décrit comme l'émergence du « Syrak ».

## **L'objectif plus large: perturber l'intégration eurasienne**

Alors que les États-Unis font semblant de combattre les terroristes et escadrons de la mort qu'ils ont eux-mêmes créés, les Chinois et leurs partenaires s'affairent à l'intégration de l'Eurasie. « La guerre contre le terrorisme » de l'Amérique va de pair avec la reconstruction de la Route de la soie. C'est la vraie histoire et la motivation pour expliquer l'insistance de Washington à combattre et se redéployer au Moyen-Orient. C'est également la raison pour laquelle les États-Unis ont poussé l'Ukraine à affronter la Russie et l'UE à sanctionner la Fédération de Russie.

L'Amérique veut perturber le réémergence de la Route de la soie et l'expansion de son réseau commercial. Alors que Kerry s'emploie à effrayer le public avec l'EIL et ses atrocités, les Chinois se sont affairés à occuper l'espace en concluant des marchés à travers l'Asie et l'océan Indien. Cela fait partie de la marche vers l'ouest du dragon chinois.

Parallèlement aux voyages de Kerry, le président chinois Xi Jinping a visité le Sri Lanka et est allé aux Maldives. Le Sri Lanka fait déjà partie du projet de la Route de la soie maritime de la Chine. Les Maldiviens sont les plus récents participants alors que des accords ont été conclus pour inclure l'île-nation dans le réseau de la Route de la soie maritime ainsi que les infrastructures que la Chine construit pour développer le commerce maritime entre l'Asie de l'Est, le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe. Ce n'est pas une coïncidence que deux destroyers chinois aient accosté au port iranien de Bandar Abbas sur le golfe Persique pour mener des exercices conjoints avec des navires de guerre iraniens dans le golfe Persique.

Parallèlement au commerce est-ouest, un réseau d'échanges et de transport

nord-sud est en cours d'élaboration. Le président iranien Hassan Rouhani s'est rendu récemment au Kazakhstan, où lui et son homologue kazakh, le président Noursoultan Nazarbaïev, ont confirmé que les échanges commerciaux vont se multiplier. Le parachèvement du chemin de fer Kazakhstan-Turkménistan-Iran, qui permettra de créer un itinéraire de transit nord-sud, est attendu. La coopération entre Téhéran et l'union eurasienne a également été abordée par les deux présidents. Sur le côté ouest de la mer Caspienne, un corridor nord-sud parallèle allant de la Russie à l'Iran par la République d'Azerbaïdjan est en cours de réalisation.

Les sanctions contre la Russie commencent à provoquer de l'inquiétude au sein de l'Union européenne. Les vrais perdants dans les sanctions contre la Russie sont les membres de l'Union européenne. La Russie a démontré qu'elle a des options. Moscou a déjà débuté la construction de son mégapipeline de gaz naturel Yakoutie – Khabarovsk – Vladivostok (aussi appelé gazoduc Force de Sibérie) pour livrer du gaz à la Chine alors même que son autre partenaire au sein du BRICS, l'Afrique du Sud, a signé un accord historique sur l'énergie nucléaire avec Rosatom. L'influence de Moscou sur la scène internationale est très évidente. Son influence est en hausse au Moyen-Orient et en Amérique latine. Même en Afghanistan où sont stationnées des forces de l'OTAN, l'influence russe est à la hausse. Le gouvernement russe a récemment dressé une liste de plus d'une centaine d'anciens projets de construction soviétiques qu'il souhaite récupérer.

Une alternative aux sanctions des États-Unis et de l'UE est en train d'émerger en Eurasie. Mis à part l'accord commercial sur le pétrole contre des biens que Téhéran et Moscou ont signé, le ministre russe de l'Énergie Alexander Novak a annoncé que l'Iran et la Russie ont conclu plusieurs nouveaux accords d'une valeur de 70 000 000 000 euros. Bientôt les sanctions vont simplement isoler les États-Unis et l'Union européenne. Les Iraniens ont également annoncé qu'ils travaillent avec leurs partenaires chinois et russes pour surmonter le régime des sanctions des États-Unis et de l'UE.

L'Amérique est en train d'être écartée. Elle ne peut pas se tourner vers l'Asie-Pacifique tant que les différends qui l'opposent à la Russie, à l'Iran et à la Syrie au Moyen-Orient et en Europe de l'Est ne sont pas résolus. C'est pourquoi Washington fait de son mieux pour perturber, diviser, redessiner, marchander et coopter. Lorsqu'il est temps d'agir, les États-Unis ne se préoccupent pas de combattre l'EIL, qui a servi les intérêts de Washington au Moyen-Orient. La principale préoccupation de l'Amérique est de préserver son empire qui s'écroule et d'empêcher l'intégration eurasienne.

**Mahdi Darius Nazemroaya**

Article original en anglais :



**[The March to War: Fighting ISIL is a Smokescreen for US Mobilization against Syria, Iran](#)** publié le 26 septembre 2014.

Publié initialement sur le site de Strategic Culture, 26 septembre 2014.

Traduit de l'anglais par [cpcml.ca](http://cpcml.ca)

Source de l'illustration : <http://rightwayssuccess.blogspot.ca/2014/06/us-may-repeat-same-inept-blunders-that.html>

## Notes

1. Mahdi Darius Nazemroaya, « America pursuing regime change in Iraq again », RT, 20 juin 2014.
2. Mahdi Darius Nazemroaya, « The Syria Endgame: Strategic Stage in the Pentagon's Covert War on Iran », Global Research, 7 janvier 2013.
3. Scott Peterson, « Iranian group's big-money push to get off U.S. terrorist list », *Christian Science Monitor*, 8 août 2011
4. *Ibid.*
5. *Ibid.*
6. *Ibid.*
7. Matt Spetalnick, Jeff Mason et Julia Edwards, « Saudi Arabia agrees to host training of moderate Syria rebels », Caren Bohan, Grant McCool et Eric Walsh éditeurs. Reuters, 10 septembre 2014.

***Mahdi Darius Nazemroaya*** est sociologue, auteur primé et analyste géopolitique. Il est un associé de recherche au Centre de recherche sur la mondialisation (CRM). Cet article, en anglais, est paru initialement sur **Strategic Culture Foundation** le 26 septembre 2014.

Copyright © 2014 Global Research